

Hans-Ulrich Jost

L'historiographie du mouvement ouvrier suisse¹

Sous l'emprise de l'histoire des vainqueurs

Toute histoire incarne, délibérément ou à son insu, une double perspective. Elle construit d'une part, moyennant récits, analyses et démonstrations, un discours cognitif du passé; mais cette construction reflète, d'autre part, la logique des rapports de forces politiques, économiques et sociaux d'hier et d'aujourd'hui. Le dicton souvent entendu «l'histoire est écrite par les vainqueurs» n'est qu'une forme de vulgarisation de ce problème épistémologique jamais résolu.

Tenant compte de ces contraintes, il est aisé de s'imaginer les difficultés propre à l'histoire du mouvement ouvrier. Les travailleuses et les travailleurs, même si leur poids économique est déterminant dans les sociétés industrielles, ont toujours été quadrillés par une organisation et une culture du pouvoir qui échappaient à leur contrôle. Reléguée à un statut social inférieur, la classe ouvrière n'a jamais eu une histoire autonome. Elle apparaît uniquement en tant qu'acteur subordonné aux grandes perspectives historiques, que ce soit en tant que base productive du capitalisme, composante populaire de la société bourgeoise ou public d'une culture diffusée par les couches supérieures.

Ces quelques remarques un peu abruptes sont nécessaires pour apprécier à juste mesure l'influence des grands traits de l'histoire suisse du 19^e et 20^e siècles sur le mouvement ouvrier – et son historiographie. Nous y trouvons notamment deux étapes décisives qui caractérisent fort bien les rapports sociaux dominants. Il s'agit, d'une part, de l'organisation de la Confédération de 1848, et, d'autre part, du plus grave conflit social de la Suisse moderne, la grève générale de 1918. Le premier événement, précédé par une guerre civile, apportait une Constitution libérale et le suffrage universel à tous les suisses de sexe masculin. Il a ouvert la porte à un développement économique rapide, projetant la Suisse au rang des nations les plus industrialisées - telle la Grande Bretagne ou la Belgique par exemple. La deuxième épreuve, soixante-dix ans après cet essor extraordinaire, se manifeste sous la forme d'une grève générale, l'unique conflit de ce type que le pays ait connu jusqu'à aujourd'hui. Sans résultats positifs pour le mouvement ouvrier, cette grève, réprimée par un engagement massif de l'armée (de milice!), prend fin après trois jours seulement. Ces deux lieux forts de l'histoire helvétique, à savoir la victoire de la bourgeoisie libérale au milieu du 19^e siècle et la défaite de la classe ouvrière au début du 20^e siècle, s'imposent

¹ Article paru in *Histoire sociale et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique 1848-1998*, sous la dir. de Brigitte Studer & François Vallotton, Lausanne/Zurich: Ed. d'en bas / Chronos, 1997, 21-31.

comme références aussi bien événementielles que symboliques de l'évolution suisse. Ils ouvrent en effet deux époques historiques inaugurant, chacune à sa manière, une conjoncture politique particulière qui marginalise le rôle du mouvement ouvrier. L'explication de ces rapports de force spécifiques, qui conditionnent également l'historiographie, est aisément décelable dans le type d'évolution que connaît la société suisse elle-même.

Premièrement, la bourgeoisie et les classes moyennes de 1848, largement portées par une croissance industrielle encourageante, construisent un système politique libéral ouvert, accordant même aux ouvriers – du moins en principe – l'accès aux affaires publiques. Certes, une classe dominante et certaines élites bourgeoises prennent résolument en main la vie politique, bien encadrées par un groupe de contrôle efficace issu des milieux économiques. Mais dans l'idéologie du courant politique dirigeant (les radicaux), la société de classes n'existe pas. Les forces bourgeoises interprètent leur propre avènement comme celui du peuple dans son ensemble: une image qui semble confirmée par le fait que la Suisse se trouve parmi les rares pays ayant introduit le suffrage universel, voire la démocratie semi-directe (le référendum populaire) au 19^e siècle déjà.

Pourtant – et c'est le deuxième élément dont il faut tenir compte – l'évolution économique, de plus en plus ordonnée par un capitalisme dynamique, engendre en Suisse comme ailleurs les clivages sociaux propres à la société industrielle. La démocratie se développe ainsi à deux vitesses, privilégiant largement une classe bourgeoise qui, comme l'a montré une étude récente, ne compte qu'à peine 15% de la population.² La grève générale de 1918, provoquée en premier lieu par une dégradation dramatique des conditions de vie des couches populaires, perturbera brutalement le concept historique bourgeois du 19^e siècle, imposant par les faits la notion de lutte des classes. Pour autant, la notion bourgeoise d'unité nationale n'est pas démantelée, car le conflit est expliqué avant tout comme le résultat d'une agitation «étrangère» relayée par quelques ouvriers suisses acquis au «bolchevisme», une mystification accréditée par la présence de Lénine en Suisse.³ La réaction bourgeoise, portant sur un antisocialisme bien implanté dès avant la Première guerre mondiale, est massive et sans ambiguïté: le mouvement ouvrier socialiste est confronté à un «bloc bourgeois» hautement idéologisé, avec pour conséquence le dénigrement et la marginalisation de sa propre histoire. Il faudra attendre les changements

² Cf. Albert Tanner, *Arbeitsame Patrioten – wohlstandige Damen. Bürgertum und Bürgerlichkeit in der Schweiz 1830-1914*, Zürich, Orell Füssli 1995.

³ Gautschi, *Lenin*, 1973. Alfred Erich Senn, *The Russian Revolution in Switzerland 1914-1917*, Madison, The University of Wisconsin Press 1971, exagère le rôle de Lénine et donne une image peu précise du mouvement ouvrier suisse.

socioculturels des années 1960 pour que l'histoire de la classe ouvrière et du socialisme helvétiques trouve une plus juste place dans la mémoire collective.

L'influence des structures économiques

Avant d'analyser les problèmes propres à l'historiographie du mouvement ouvrier, il est indispensable de mentionner un certain nombre de faits qui structurent de manière décisive l'évolution des deux périodes considérées. Regardons tout d'abord la phase décisive de la constitution de la Suisse moderne. Celle-ci s'ouvre, après 1848, sur une phase de croissance économique rapide et fructueuse, amenant le pays, à la fin du siècle, à un PIB par habitant élevé, proche de celui de la Grande Bretagne, la puissance industrielle la plus forte du monde. Le taux d'activité est passé de 45% en 1888 à 48% en 1910; le secteur primaire (agriculture) occupe 28% de la population active, le secondaire (industrie et commerce) 47% et le tertiaire (les services) 25%.⁴ Élément important pour la formation des classes sociales, la population est fractionnée, tout d'abord sur le plan religieux (42% de catholiques et 56% de protestants), mais aussi sur le plan linguistique et culturel: 69% parlent l'allemand (dans des dialectes souvent fort différents), 21% le français et 8% l'italien. De surcroît, depuis les années 1880, ce morcellement linguistique est accentué par une immigration croissante: en 1910, la population étrangère – composée de nombreux ouvriers spécialisés allemands et d'un grand contingent de manoeuvres italiens – représente presque 15% des habitants. Si la présence de ces couches ouvrières venues de différents pays joue un rôle important pour la diffusion des idées socialistes, elle permet aussi aux classes dirigeantes et aux autorités publiques – grâce à une police politique très répressive qui attise la xénophobie – de diviser et de quadriller le mouvement ouvrier indigène.⁵

Ces clivages provoqués par les différentes valeurs culturelles et références linguistiques freinent sensiblement le processus de lente formation d'une classe ouvrière. Les premiers mouvements socialistes se sont manifestés pendant la phase précédant la constitution de l'État de 1848 et, de manière plus prononcée, dans les années 1850.⁶ Par la suite, la Première Internationale – qui au début de son existence a tenu par trois fois ses Congrès en Suisse (Genève 1866, Lausanne 1867 et Bâle 1869) – contribue également à la diffusion des idéaux socialistes, sans pour autant investir le mouvement ouvrier du pays d'une nouvelle doctrine. Ce n'est que dans les années 1880 que l'Union Syndicale Suisse (USS, 1880) et le Parti socialiste (PS,

⁴ Pour un survol de l'histoire économique et démographique, voir Jean-François Bergier, *Histoire économique de la Suisse*, Lausanne, Payot 1984.

⁵ *Cent ans de Police politique*, 1992.

⁶ Wirth, *Johann Jakob Treichler*, 1981.

1888) offrent à la classe ouvrière un véritable cadre politique national.⁷ Au début du 20e siècle, s'adossant au concept marxiste du socialisme allemand, l'USS et le PS s'inscrivent dans une perspective programmatique commune. Parallèlement, la gauche politique commence à entrer dans les parlements, et parfois même dans les exécutifs communaux et cantonaux où il leur arrive de conquérir la majorité. Cependant, au niveau national, la bourgeoisie libérale-radical, alliée aux catholiques-conservateurs depuis l'essor des socialistes, maintient ces derniers dans la minorité. Après la grève générale de 1918, le mouvement ouvrier socialiste se voit confronté à une coalition bourgeoise de droite qui réussit à occuper, en dépit de l'introduction d'un système électoral proportionnel, trois quart des sièges du parlement fédéral. Au même moment a lieu la scission du PS qui perd environ un quart de ses membres, alors que le petit Parti communiste issu de cette séparation ne réussira pas à s'étendre, demeurant une formation marginale dont la bourgeoisie se sert délibérément pour brandir l'épouvantail du danger communiste. Quant à l'USS et au PS, ils amorcent la voie vers l'intégration à l'État bourgeois et assument des responsabilités de plus en plus nombreuses et importantes au niveau cantonal.⁸ Sur le plan fédéral, le gouvernement reste toutefois la chasse gardée d'une droite qui ne se gêne pas, à l'occasion, de sympathiser avec les mouvements fascistes. Pourtant, à la fin de l'année 1943, après le tournant de Stalingrad, le PS augmente sensiblement le nombre de ses députés, et les partis bourgeois, tout en se remémorant les souvenirs de la grève de 1918, finissent par accepter d'élire un représentant socialiste au gouvernement. Cette intégration du socialisme au pouvoir bourgeois ne vise pas uniquement un accommodement pour éviter un éventuel retour des conflits de classe, mais servira aussi à préparer la relance de l'économie d'après-guerre. Finalement, à partir de 1959, le Conseil fédéral adopte la «formule magique», qui institutionnalise la présence de deux socialistes aux côtés de cinq représentants des formations bourgeoises. L'agriculture occupe alors encore 11% de la population active, tandis que l'industrie et les services affichent respectivement un taux de 50% et 39%. Au cours des années 1970, les services dépasseront le secteur secondaire qui tombera à 35%, la main-d'œuvre dans l'industrie étant dès lors formée en grande partie par des ouvriers et ouvrières d'origine étrangère dont le statut précaire n'offre guère la possibilité d'intervenir dans la vie publique.⁹ Le mouvement ouvrier est donc intégré au pouvoir helvétique, mais une grande partie de la classe ouvrière, les travailleurs étrangers, reste exclue des droits politiques et marginalisée sur le plan social.

⁷ *Un siècle USS*, 1980; *Solidarität, Widerspruch, Bewegung*, 1988 [trad. française, En Bas, 1988].

⁸ Degen, *Abschied vom Klassenkampf*, 1991; Degen, *Sozialdemokratie*, 1993.

⁹ Haug, *Ausländerpolitik...*, 1980.

La marginalisation de l'histoire du mouvement ouvrier

L'historiographie du mouvement ouvrier évolue largement en fonction des rapports de force mis en exergue dans cette brève esquisse historique. En simplifiant un peu, il est permis de dire que jusqu'aux années 1960, le socialisme et la classe ouvrière ne constituent pas un domaine historique reconnu; dans les ouvrages de vulgarisation ou dans les manuels scolaires, ils n'apparaissent que de façon marginale.¹⁰ Le socialisme helvétique, qui a pourtant adopté presque sans exception une attitude réformiste et sociale-démocrate¹¹, y est souvent décrit de manière péjorative, implicitement accusé de représenter un danger vital pour la démocratie helvétique. Une des pratiques courantes est de relier le mouvement ouvrier suisse à l'anarchisme¹² et de stigmatiser les idées socialistes en les associant aux attentats de quelques libertaires exaltés. Plus tard, des constructions politiques semblables amalgamant bolchevisme et socialisme servent également à dénigrer le mouvement ouvrier. Les appréciations négatives sont particulièrement virulentes au sujet de la grève générale de 1918.¹³ Les rares études qui, avant 1960, tentent de donner au mouvement ouvrier sa juste place, sont presque toujours rédigées par ses sympathisants.¹⁴ Il convient de mentionner à ce propos l'unique histoire suisse «marxiste»¹⁵, rédigée par Robert Grimm (1881-1958)¹⁶, l'un des plus importants dirigeants du PS; emprisonné au lendemain de la grève générale de 1918 dont il avait été l'un des leaders, il a élaboré ce vaste essai durant ses six mois de détention.

En se référant uniquement aux deux jalons historiques dominants, à savoir la Confédération de 1848 et la Suisse du bloc bourgeois de la première moitié du 20e

¹⁰ Un exemple qui montre bien ces défaillances: Georges André Chevallaz, *Histoire générale, de 1789 à nos jours*, Lausanne, Payot 1957.

¹¹ Gruner, «Reform oder Revolution», 1975.

¹² Ouvrage classique de ce genre: Johann Langhard, *Die anarchistische Bewegung in der Schweiz von ihren Anfängen bis zur Gegenwart und die internationalen Führer*, Berlin 1903.

¹³ Le modèle de la polémique bourgeoise est donné par Paul de Vallière, *Les troubles révolutionnaires en Suisse de 1916 à 1919*, Lausanne, Payot 1927; en 1969 encore, le rédacteur en chef de la NZZ s'inscrit derechef dans cette logique dans la préface de Fritz Marbach, *Der Generalstreik 1918. Fakten, Impressionen, Illusionen*, Bern, Haupt 1969, 5-16.

¹⁴ Mario Gridazzi, *Die Entwicklung der sozialistischen Ideen in der Schweiz bis zum Ausbruch des Weltkrieges*, Zürich, Girsberger 1935; Friedrich Heeb, *Der schweizerische Gewerkschaftsbund 1880-1930*, Bern 1930 (édition française sous la dir. de Charles Schürch, Berne 1933); du même auteur (éd.), *Aus der Geschichte der Zürcher Arbeiterbewegung*, Zürich, Sozialdemokratische Pressunion des Kantons Zürich 1948; Benno Hardmeier, *Geschichte der sozialdemokratischen Ideen in der Schweiz (1920-1945)*, Winterthur, P.G. Keller 1958.

¹⁵ Grimm, *Schweiz in ihren Klassenkämpfen* 1920 (reprint 1976).

¹⁶ Voigt, *Robert Grimm*, 1980; McCarthy, *Robert Grimm*, 1989.

siècle, on risque d'omettre une phase particulièrement intéressante pour l'avènement du mouvement ouvrier comme acteur politique et social à part entière. Il s'agit du quart de siècle précédant la Première guerre mondiale, à savoir les années 1890 à 1914. Après la grande dépression des années 1880, la Suisse entre de nouveau dans une phase de croissance économique. Celle-ci s'avère cependant perturbée non seulement par des crises conjoncturelles, mais aussi par une intensification des conflits sociaux, en premier lieu des mouvements de grèves. On compte entre 1880 et 1914 plus de 2400 grèves et lock-outs¹⁷, et 2 importantes grèves générales dans les villes de Genève et Zurich, en 1902 et 1912 respectivement.¹⁸ L'analyse quantitative, ainsi que différentes études de cas, nous révèlent l'importance et l'envergure de ces conflits sociaux¹⁹, qui portent sur une profonde mutation du tissu industriel et du marché du travail. A ce propos, il convient de signaler le rôle important des ouvriers étrangers et les premières manifestations syndicalistes des femmes.²⁰

Cette période mouvementée, au cours de laquelle le Parti socialiste (fondé en 1888) et l'Union syndicale suisse (1880) s'imposent en tant qu'organisations représentatives du mouvement ouvrier, s'avère aussi particulièrement intéressante par rapport à l'historiographie. En effet, dans certaines universités de la Suisse sont introduites des chaires ou des enseignements dont les titulaires s'apprêtent à jeter un nouveau regard sur le monde ouvrier. Parmi eux se trouve une personnalité extraordinaire, Naum Reichesberg (1869-1928), qui a tenté d'introduire une réflexion critique sur l'histoire et l'évolution du travail et de la classe ouvrière. Professeur d'économie et de statistique à l'Université de Berne de 1892 à 1928 et rédacteur d'un volumineux *Handwörterbuch der schweizerischen Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Statistik*, Reichesberg s'était déjà approché de l'histoire du socialisme avec sa thèse sur Friedrich Albert Lange (1828-1875), un des précurseurs du socialisme helvétique.²¹ Par la suite, il se penche souvent sur cette même thématique²² et encourage des recherches dans ce domaine, de sorte qu'on trouve à Berne, au début du 20^e siècle, l'amorce d'une histoire sociale moderne.

¹⁷ Hans Hirter, «Die Streiks in der Schweiz in den Jahren 1880-1914: Quantitative Streikanalyse», in Gruner, *Arbeiterschaft und Wirtschaft*, Bd. 2, 1988, 837-1008.

¹⁸ Lang, «Grève générale de 1912», 1977.

¹⁹ Cf. par ex. Perrenoud, «Grève des maçons...», 1985; Habicht, *Rickentunnel-Streik*, 1975.

²⁰ Pesenti, *Beruf: Arbeiterin*, 1988 (compte rendu détaillé en français par Sophie Pavillon, «Présence ouvrière...», 1992); Frei, *Rote Patriarchen*, 1987; Studer, «Arbeiterinnen...», 1988.

²¹ Naum Reichesberg, *Friedrich Albert Lange als Nationalökonom*, Bern, Wyss 1892; cf. aussi Eduard Bernstein, «Zur Würdigung F.A. Langes», *Neue Zeit* X, 2. Teil (1891), 107 s.; Knoll & Schoeps (Hg.), *Friedrich Albert Lange*, 1975.

²² Par ex. *Die Arbeiterfrage einst und jetzt. Ein akademischer Vortrag*, Leipzig 1897; «Recht auf Arbeit», *Handwörterbuch der schweizerischen Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung*, Bd. 3, Bern, s.d., 389-404.

En relevant encore d'autres démarches du même genre – par exemple la nomination, en 1902, d'Edgar Milhaud (1873-1964) à l'Université de Genève – on voit se dessiner des études favorisant l'histoire du mouvement ouvrier. Cependant, cette amorce ne résistera pas à la contre-offensive de la droite, qui étouffera presque complètement cette nouvelle école historique. Contrairement aux autres pays européens, la Suisse ne connaîtra jamais, à quelques rares exceptions près, une historiographie inspirée du marxisme.

La réorientation des années 1960

Le tournant historiographique concernant le mouvement ouvrier débute à la fin des années 1950, coïncidant avec l'introduction de la «formule magique» dans la composition du gouvernement. Parmi les nombreuses études publiées au cours des années 1960, je me contenterai de mentionner la grande biographie de Leonhard Ragaz présentée par Markus Mattmüller²³, l'immense travail d'Erich Gruner sur les ouvriers suisses au 19^e siècle²⁴, et l'analyse fouillée de la grève générale, publiée à l'occasion du 50^e anniversaire de cet événement, en 1968.²⁵ Ces travaux majeurs réalisés dans le cadre universitaire sont corroborés par des mouvements de jeunes chercheurs (souvent militants de la gauche) qui cherchent à la fois les traditions occultées de leur propre engagement et une ouverture conceptuelle sur le plan de l'histoire nationale. Un de ces groupes a publié, malgré différentes entraves et pressions exercées sur les éditeurs, un recueil de sources et de commentaires devenu un ouvrage de référence pour l'histoire du mouvement ouvrier.²⁶ En Suisse romande, c'est dans le même esprit que se constitue une Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO) qui publie régulièrement, depuis 1984, des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*. La grève générale de 1918 devient aussi en Suisse romande une référence symbolique qui signale, à l'instar d'un recueil d'études publiés par Marc Vuilleumier²⁷, une sérieuse ouverture vers une histoire autonome du mouvement ouvrier. Signalons encore que l'intérêt accru pour ce domaine historique se manifeste maintenant aussi dans les milieux traditionnels, et que cette thématique longtemps boudée est de plus en plus reprise pour des études académiques.²⁸ Mais en

²³ Markus Mattmüller, *Leonhard Ragaz und der religiöse Sozialismus*, 2 Bde., Zürich 1957/68.

²⁴ Erich Gruner, *Die Arbeiter in der Schweiz im 19. Jahrhundert*, Bern, Francke 1968.

²⁵ Gautschi, *Landesstreik 1918*, 1988 (première édition: 1968).

²⁶ *Schweizerische Arbeiterbewegung*, 1975 [adaptation française: *Le mouvement ouvrier suisse, documents...*, 1975].

²⁷ Vuilleumier et al., *Grève générale*, 1977.; cf. aussi Jost, «Marc Vuilleumier», 1995.

²⁸ Par exemple: Rudolf Martin Högger, *Charles Naine, 1874-1926. Eine politische Biographie*, Zürich, Juris 1966; Yves Collart, *Le Parti socialiste suisse et l'Internationale, 1914-1915*, Genève, Institut universitaire de hautes études internationales 1969; Markus

dépit d'une plus grande compréhension pour la classe ouvrière, ces travaux n'intègrent pas toujours de manière équilibrée le socialisme dans l'histoire politique du pays.²⁹

Initiée dans une ambiance pleine d'espoir au cours des années 1960, cette riche production s'est maintenue dans les décennies suivantes. A la fin des années 1980, une sorte de conclusion historiographique sera élaborée par Erich Gruner, une personnalité considérée comme l'un des pères fondateurs de l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse. Sur plus de trois mille pages, ce dernier élabore une analyse complexe de l'économie, du travail, des syndicats et du PS pour la période 1880-1914.³⁰ Ce travail, impressionnant par la quantité d'informations et d'analyses, est cependant souvent difficile d'accès à cause de sa composition éclatée et la multiplicité de ses approches conceptuelles.³¹ Une synthèse, portant sur la même période et reprenant une perspective semblable, a par ailleurs été publiée dans le cadre d'un travail collectif organisé par l'International Institut of Social History à Amsterdam.³² Tout laisse dès lors penser qu'à la fin des années 1980, l'histoire du mouvement ouvrier est entrée définitivement dans le vaste champ de l'histoire nationale. Pourtant, un événement récent et significatif suscite de sérieuses réserves à ce sujet: dans un recueil dédié au 700e «anniversaire» de la Confédération, publié par la Société Générale Suisse d'Histoire – qui symbolise en quelque sorte l'historiographie officielle – seules 13(!) pages sur les 450 que comprend ce livre de bilans et perspectives de l'histoire suisse sont consacrées au monde ouvrier.³³ Une nouvelle marginalisation de cette histoire semble donc bel et bien s'être amorcée...

Néanmoins, il ne s'agit pas uniquement d'un problème quantitatif. Une histoire qui aurait pour sujet le travail et les conditions de vie des classes populaires, ou «pire» encore, les mouvements politiques de la gauche, est encore et toujours tacitement isolée de la tradition historique nationale qui, quant à elle, est au service d'une permanente reconstruction des valeurs bourgeoises et des mythes de la Suisse préindustrielle.³⁴ Ces interdépendances spacieuses entre histoire, idéologie et imaginaire des classes dominantes ont, depuis des décennies, marqué le cadre conceptuel de l'historiographie helvétique. Force est de rappeler que, dans un pays aussi peu cohérent du point de vue culturel, la construction et la diffusion des valeurs directrices sont, entres autres, largement confiées à l'histoire. Cette dernière

Bolliger, *Die Basler Arbeiterbewegung im Zeitalter des Ersten Weltkrieges und der Spaltung der Sozialdemokratischen Partei*, Basel, Helbing & Lichtenhahn 1970.

²⁹ Par exemple Lasserre, *Classe ouvrière...*, 1973.

³⁰ Gruner, *Arbeiterschaft und Wirtschaft*, 1987/88.

³¹ Voir mon compte rendu «Swiss Labour History», 1989.

³² Jost, «Switzerland», 1990.

³³ Degen, «Geschichtsschreibung», 1992.

³⁴ Voir Jost, «Enjeux politiques...», 1991.

représente ainsi un enjeu primordial pour un monde politique dont l'orientation néolibérale ne porte pas à s'intéresser à une réflexion sur le socialisme ou le monde des travailleurs et des travailleuses. Les réticences à l'égard de tels projets ont même parfois des conséquences perverses. Il en va ainsi pour le petit Parti communiste qui a été, quant à lui, l'objet d'un large intérêt historique.³⁵ Comme les recherches le concernant ont souvent révélé la face immorale du communisme stalinien, elles furent souvent le prétexte pour la presse bourgeoise à des compte rendus élogieux – qui servent, en fin de compte, au dénigrement politique du socialisme et à la justification à posteriori de l'anticommunisme déjà si virulent en Suisse.

Dans une structure helvétique où coexistent de nombreux niveaux de diversités, on se doit de mentionner encore les courants non-socialistes du mouvement ouvrier. En Suisse, depuis le 19e siècle, les catholiques-conservateurs ont mis en place une importante sociabilité ouvrière qui a débouché sur la formation d'un mouvement chrétien-social d'une certaine ampleur.³⁶ Or les différences de pratiques religieuses, tout comme celles des langues et des cultures politiques régionales, ont provoqué en Suisse des décalages et parfois un morcellement significatif du mouvement ouvrier.³⁷ Au demeurant, si l'on tente aujourd'hui de faire le bilan de la production historique concernant le mouvement ouvrier, on constate que celle-ci est riche et variée. Les recherches, constituées souvent par des monographies élaborées dans le cadre de thèses universitaires, proposent un grand éventail de thèmes et mettent en valeur des problèmes intéressants. Quant aux nouveaux manuels scolaires, la plupart introduisent maintenant le mouvement ouvrier et le socialisme de manière honnête, mais sans approfondissement particulier.³⁸

Récemment, un certain nombre de questions spécifiques ont été abordées, comme par exemple la condition ouvrière dans les entreprises³⁹, ou la présence des femmes (un des piliers les plus importants de l'industrialisation helvétique) dans le mouvement ouvrier.⁴⁰ Cependant, une synthèse qui permettrait de saisir le rôle et l'importance de la classe ouvrière dans son ensemble, et particulièrement dans ses rapports avec la société bourgeoise helvétique, manque toujours cruellement; il en va de même pour une histoire du mouvement ouvrier qui serait intégrée à une histoire sociale ou politique générale. D'autres domaines demanderaient un réel approfondissement, tels

³⁵ Stettler, *Die Kommunistische Partei*, 1980; Studer, *Un parti sous influence*, 1994.

³⁶ Roland Ruffieux, *Le mouvement chrétien-social en Suisse romande, 1891-1949*, Fribourg 1969

³⁷ Jost, «Mouvement ouvrier en Romandie...», 1983.

³⁸ Par exemple *Das Werden der modernen Schweiz*, Bd. 2, sous la dir. de J. Hardegger, M. Bolliger, F. Ehrler, H. Kläy et P. Stettler, Luzern, Interkantonale Lehrmittelzentrale 1989.

³⁹ Vetterli, *Industriearbeit*, 1978.

⁴⁰ Pesenti, *Beruf: Arbeiterin*, 1988; Frei, *Rote Patriarchen*, 1987.

par exemple des études et des statistiques globales sur les salaires et les revenus, ou encore la répartition des richesses par rapport aux classes sociales. Parallèlement des questions redevenues d'une actualité brûlante, telles le chômage, devraient être étudiées dans la longue durée de leur histoire.⁴¹ Mais la toute-puissance actuelle du néolibéralisme et le développement des oppositions aux politiques sociales traditionnelles sont peu propices à une exploration renforcée de l'histoire du mouvement ouvrier, tout comme ils ne favorisent guère son interprétation sous forme de synthèse. Ainsi, en dépit de son épanouissement notable depuis les années 1960, cette histoire restera probablement encore longtemps en marge de l'historiographie nationale.

⁴¹ Degen, «Arbeitslose», 1995.